

Richert (UMP) dénonce un coup de rabot de l'État



Ce lundi après-midi, à l'assemblée générale de la Chambre de commerce et d'industrie de Colmar, Philippe Richert (UMP), président du conseil régional d'Alsace, a regretté que l'État décide de revoir à la baisse sa participation financière aux projets alsaciens d'infrastructures dans le cadre du contrat de plan Etat-Région.

Alors que le G8-qui regroupe la Région, les deux départements, la Ville de Strasbourg, la CUS, Mulhouse, la M2A, Colmar- s'était mis d'accord sur les chantiers qui devaient rentrer dans les **250 millions** d'euros de l'État inscrits au contrat de plan, le dossier est revenu avec un montant ramené à **198 millions** d'euros.

"Le raccordement ferroviaire de l'Euroairport et la liaison Guebwiller-Bollwiller ne sont plus prévus", a indiqué le président du conseil régional devant les chefs d'entreprise du Centre-Alsace.

« Pareil pour les montants destinés à l'enseignement supérieur ramenés de 90 millions à 30 millions d'euros », a-t-il ajouté.

Mais l'Alsace n'entend pas accepter les coupes sombres, sans réagir. « Demain, avec le préfet, on va faire remonter notre refus de ces remises en cause, et dema